

samedi 18 octobre 2008 | 5:00 | Beyrouth

Israël

Livni veut plus de temps pour former un gouvernement

La dirigeante de Kadima va demander à Peres deux semaines supplémentaires.

Selon des sources proches de Tzipi Livni, la nouvelle dirigeante de Kadima va demander demain au président Shimon Peres deux semaines supplémentaires pour former une nouvelle coalition.

Les proches de Tzipi Livni se disent encouragés par les récentes négociations avec le Shass, le parti du Judaïsme unifié de la Torah et la formation de gauche, Meretz, affirme par ailleurs le quotidien israélien Jerusalem Post.

Le nouveau gouvernement israélien devrait être formé au moment de la rentrée parlementaire le 27 octobre ou au plus tard le 3 novembre prochain.

Selon le quotidien israélien, le nœud des négociations avec le Shass réside dans les fonds qui seront alloués aux familles. Le parti orthodoxe demande que le futur gouvernement fasse un chèque d'un milliard de shekels pour les allocations familiales, ce à quoi s'oppose le ministre des Finances, Ronnie Bar-On. « Je m'oppose à toute aide qui n'encourage pas les Israéliens à travailler », a-t-il déclaré récemment.

De son côté, le chef du parti Shass, Eli Yishai, s'est entretenu jeudi dernier avec Tzipi Livni. Il a déclaré avec beaucoup d'optimisme que « les divergences d'opinion étaient toujours présentes, mais il y a une volonté de les dépasser ». Eli Yishai a ajouté qu'il était important que le gouvernement se concentre sur les problèmes socio-économiques. « Nous voulons que le budget 2009 alloue une grande partie de ses fonds aux aides familiales », avait-t-il déclaré, toujours selon Jerusalem Post.

Un porte-parole de Kadima a déclaré que la réunion avait été « positive », et que les négociations se poursuivraient ce soir avec Haïm Oron et Zehava Gal-On, du parti Meretz. Un porte-parole du Meretz a annoncé que les négociations porteraient sur les questions diplomatiques, socio-économiques et législatives. Zehava Gal-On a déclaré jeudi au micro de la radio israélienne qu'Oron envisageait de participer au gouvernement si ses exigences sur les questions socio-économiques et sur la question du processus de paix étaient respectées. Ce dernier a ajouté que Meretz ne voyait pas l'intérêt de participer à une coalition qui n'avait pas l'intention de faire avancer les accords de paix avec les Palestiniens, et notamment sur Jérusalem. Il a conclu que le maintien de Daniel Friedmann au ministère de la Justice serait un obstacle supplémentaire à la participation de Meretz au gouvernement.

[Réagissez](#)

© 2007, L'Orient-Le Jour. Droits de reproduction et de diffusion réservés.